Rejoignez le collectif Paris 14

Sauvons La Poste

INITIÉ PAR Attac, Collectif antilibéral, LCR, LDH Paris 14-6, NPA, PCF, PS, Sud PTT, Urbanisme et démocratie, Utac… et ouvert aux citoyens.

NON À LA PRIVATISATION DE LA POSTE

Pour un service public postal de qualité

Postiers et usagers ont appris par voie de presse le 5 juillet dernier, que les dirigeants de La Poste étudiaient son changement de statut en société anonyme (SA) et une éventuelle ouverture de son capital. Il s'agirait là d'une première étape dans le processus de privatisation. Une loi serait ainsi prévue pour début 2009 qui opérerait un tel changement de statut. Et, en ce qui concerne l'ouverture du capital, Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, a annoncé que celui-ci se prononcerait fin décembre sur le sujet.

Mais le gouvernement est gêné par le début de mobilisation des postiers et par le rejet très large de cette nouvelle privatisation par la population : 61 % des Français s'y opposent (sondage CSA/"L'Humanité"). La crise financière et économique constitue un arrière-plan difficile pour convaincre du bien-fondé d'un tel projet.

La privatisation de La Poste aurait des conséquences néfastes tant pour les usagers que pour les postiers. Car une privatisation signifierait une amplification des politiques suivantes menées au sein de cet établissement.

➡ **Une hausse des tarifs** postaux en fonction du maillage des bureaux de poste.

➡ **Une réorganisation des bureaux** de postes, conçus sur un même modèle quelle que soit l'affluence à ces bureaux : deux guichets toutes opérations, un guichet pour les professionnels (entreprises…), une "boutique", des bureaux de conseillers financiers. On peut donc s'attendre à l'augmentation de la durée d'attente et/ou une réduction du service aux usagers.

➡ **A la campagne notamment, le remplacement des bureaux de poste par des "Points Poste",** suivant trois scénarios : une ouverture deux heures par jour ; une concession aux cafés ou aux supérettes, qui assureraient une partie seulement des services, notamment le paiement des retraites (quid de la confidentialité ?) ; une concession à la charge des municipalités, financée par conséquent par une fiscalité locale aujourd'hui très injuste.

➡ **La fin de la distribution à domicile** au profit d'un regroupement de boîtes à lettres dans un même lieu. Une telle réforme serait désastreuse, notamment dans le monde rural et ☞☞☞

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

collectifposte14e@laposte.net

COLLECTIF **Sauvons La Poste** PARIS 14

☞☞☞ les quartiers défavorisés, où La Poste est une pièce essentielle de la vie sociale et du lien communautaire.

➡ **La transformation de la Banque Postale en une banque "comme les autres",** tentée par la spéculation boursière, au risque de la faillite. Une telle transformation menacerait à terme le droit au service bancaire pour les populations les plus modestes. Déjà, la banalisation du livret A est en mise en œuvre, avec la volonté de détourner l'épargne populaire de son affectation actuelle au profit du logement social.

➡ **Une accentuation des réductions d'emploi** à La Poste. Déjà, on a assisté au passage de 303 000 emplois en 2005 à 280 000 en 2007. Dans le 14e arrondissement notamment, la conséquence a été, depuis 2005, le passage à une seule distribution par jour.

➡ **La suppression à terme du statut de fonctionnaire** pour les postiers. Déjà, les salariés de La Banque Postale ne sont plus fonctionnaires. De plus en plus, les embauches de postiers se font sous statut précaire, les postiers pouvant être contraints à ne travailler que trois heures par jour, appelés le matin pour travailler l'après-midi…

➡ **L'abandon définitif du chemin de fer pour l'acheminement,** ceci au profit du transport par route, au mépris de la protection de l'environnement (pollution).

Quelle place aura demain, dans un tel système, l'égalité d'accès des individus au service postal, l'accès des plus pauvres au service bancaire et l'aménagement du territoire ? Cette politique de recul des services publics, prônée par l'Union européenne depuis vingt-cinq ans, contribue gravement à l'augmentation des inégalités.

Mais cette privatisation n'est pas inéluctable : en nous mobilisant, nous pouvons l'empêcher ! Y parvenir permettrait de prévenir encore d'autres privatisations, telles que celles des hôpitaux ou des universités… ☆

Participez à la manifestation

SAMEDI 22 NOVEMBRE

à 14 heures, place de la Nation

Signez et faites signer la PÉTITION NATIONALE contre la privatisation de La Poste

http://www.appelpourlaposte.fr/

collectifposte14e@laposte.net

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE